

3. La variation de l'équivalent de la liaison en fonction de la fréquence par rapport à l'équivalent à 800 Hz ne dépasse pas les limites indiquées dans le gabarit figurant en annexe (1);

4. La tension psophométrique moyenne de bruit mesurée aux bornes d'une résistance fixe de 600 ohms et ramenée en un point de niveau relatif zéro n'est pas supérieure à 12 millivolts.

Art. 2. — L'établissement des lignes terminales donne lieu à la perception par ligne terminale à deux fils de la taxe fixée à l'alinéa F13 de l'article 3 du décret n° 77-351 du 28 mars 1977.

Art. 3. — La taxe mensuelle applicable aux liaisons téléphoniques de qualité normale à une terminaison deux fils et une terminaison quatre fils est égale à la redevance mensuelle applicable à une liaison téléphonique normale, dans la même relation, de longueur égale ou supérieure à 30 km. La taxe ainsi calculée est majorée de 1280 taxes de base.

Art. 4. — Le directeur général des télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1978.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur du cabinet,
PHILIPPE PONTET.

(1) Ce gabarit sera publié au *Bulletin officiel* des postes et télécommunications.

SECRETARIAT D'ETAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

Réforme de l'organisation et du règlement des épreuves du brevet sportif populaire.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret du 8 janvier 1962 relatif à la réforme du brevet sportif populaire;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1966 déterminant les conditions d'organisation du brevet sportif populaire;

Vu le décret n° 77-440 du 21 avril 1977 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 27 septembre 1966 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

Art. 2. — Le brevet sportif populaire permet d'affirmer la possibilité de la pratique sportive à tous les âges. Son but est la participation du plus grand nombre de personnes.

Art. 3. — Le brevet sportif populaire est organisé sous le contrôle des directeurs départementaux de la jeunesse et des sports et en liaison avec le comité national olympique et sportif français.

Chaque directeur départemental sollicite le concours du mouvement sportif, de la presse, des municipalités, des comités d'entreprise et de l'administration.

A défaut de ce concours, il organise lui-même les manifestations.

Art. 4. — Des épreuves sont organisées dans les disciplines suivantes : cyclo-tourisme, natation, marche, course à pied et ski de fond, quand la région le permet.

En accord avec le mouvement sportif, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports fixe chaque année le calendrier de ces différentes épreuves.

En outre, chaque directeur régional de la jeunesse et des sports peut prévoir l'organisation d'une épreuve sportive de tradition régionale.

Art. 5. — Chaque participant reçoit un carnet à l'occasion de la première épreuve. Ce carnet contient des indications relatives aux différentes disciplines proposées ainsi qu'un volet médical et une attestation d'assurance.

A l'issue de chaque épreuve, l'organisateur certifie la performance accomplie.

Art. 6. — Chaque participant doit avoir effectué trois épreuves au moins, dans un délai d'un an à compter de la délivrance du carnet. Un diplôme sera remis en fonction du barème figurant en annexe.

Art. 7. — Le décathlon olympique moderne, organisé par le comité national olympique et sportif français, est la continuation du brevet sportif populaire.

Art. 8. — Les modalités d'organisation des différentes épreuves sont fixées par circulaire.

Art. 9. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 janvier 1978.

PAUL DIJOU.

BARÈME

ÉPREUVES	INITIATION		CONFIRMÉ	
	Niveau 1.	Niveau 2.	Niveau 1.	Niveau 2.
Ski de fond.....	5 km	10 km	20 km	30 km
Cyclotourisme	25 km	50 km	100 km	200 km
Natation	50 mètres	100 mètres	400 mètres	800 mètres
Marche	10 km	20 km	30 km	50 km
Course à pied.....	1,5 km	5 km	10 km	20 km
Sport régional (1) ..				

(1) Le barème et les modalités d'organisation sont fixés par chaque directeur régional.

Equivalences des brevets d'Etat d'enseignement sportif.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu le décret n° 76-1021 du 4 novembre 1976 relatif à l'enseignement du judo et jiu-jitsu, de l'aikido, du karaté et des disciplines assimilées;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu l'arrêté du 11 mars 1976 modifié relatif aux équivalences des brevets d'Etat d'enseignement sportif;

Vu le décret n° 77-440 du 26 avril 1977 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports;

Vu l'arrêté du 10 juin 1977 portant délégation de signature au directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 11 mars 1976 modifié susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Colonne n° 1.	Colonne n° 2.
.....

Judo (arrêté du 30 juin 1971).

Brevet d'Etat de moniteur. | Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de professeur. | Brevet d'Etat du deuxième degré.

Aikido (arrêté du 30 juin 1971).

Brevet d'Etat de professeur. | Brevet d'Etat du deuxième degré.

Karaté (arrêté du 30 juin 1971).

Brevet d'Etat de professeur. | Brevet d'Etat du deuxième degré.

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 février 1978.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de l'éducation physique et des sports,
JACQUES FERRILLAT.